

## **Rapport sur la situation française adopté par la V<sup>ème</sup> conférence du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire (15-16-17 avril 2017)**

*(rapport écrit le 4 mars 2017 pour être discuté dans notre Groupe avant d'être complété sur les points importants et adopté par notre conférence).*

### **Cinq ans de gouvernements sous la direction de Hollande**

Depuis 2012, le prolétariat et la jeunesse ont été confrontés à une série d'offensives majeures. Autant de reculs et de défaites, subis généralement sans combat et infligés par les gouvernements constitués par Hollande, gouvernements de défense du capitalisme, gouvernements bourgeois d'alliance du PS avec les partis bourgeois EELV et PRG, ces deux derniers ne survivant essentiellement que par la place que le PS leur accorde par le nombre de circonscriptions lors des élections législatives et par les postes au sein du gouvernement. À partir de 2014, Hollande et Valls ont intégré dans leurs gouvernements Macron, un ministre hors parti issu du capital financier. Il faut établir autant que possible le bilan.

La loi El Khomri vient couronner plusieurs décennies d'offensives contre le code du travail (lois Aubry, loi de Robien, etc.). Avant même son adoption, son application a été anticipée par les dispositions du pacte de responsabilité. Elle ouvre une voie royale pour le patronat à la destruction des conventions collectives, à l'instauration sans limites de la « flexibilité », à la baisse des salaires et aux licenciements collectifs, à la liquidation de la médecine du travail, etc. Le CPA, qui préfigure la disparition de l'attachement des droits des travailleurs aux statuts collectifs au profit d'une individualisation et d'une réduction du salaire différé (les charges selon les patrons), a été utilisé pour associer les organisations syndicales à l'élaboration de la loi travail selon un mécanisme en trois phases : d'abord l'adoption du principe dans la loi Rebsamen en 2015, puis une concertation avec les confédérations pour en définir le contenu qui a ensuite été intégré à la loi travail. Il s'agissait ainsi de faire en sorte, qu'au nom de prétendus aspects positifs, les appareils n'exigent pas le retrait de la loi travail. Ce que les dirigeants des confédérations tentent de cacher, c'est que le CPA a été conçu pour intégrer à terme l'ensemble des acquis et de la « protection sociale » (retraite, chômage, assurance-maladie). C'est dans cette perspective que s'intègrent le « revenu universel » proposé par Hamon, le « revenu décent » de Valls et l'« allocation sociale unique » de Fillon. Comme l'indique *Le Monde* du 28/01/2017, « ces allocations remplacent les minima sociaux, voire se substituent aux prélèvements sur le travail (retraite, assurance santé) ».

Les fonctionnaires n'ont pas été épargnés. Au-delà du blocage des salaires par la non revalorisation du point d'indice, la contre-réforme PPCR ouvre la voie à une mobilité forcée dans les fonctions publiques nationales, territoriales et hospitalières, et à une liquidation des statuts. Elle prépare les réorganisations et les restructurations des services de l'Etat et des collectivités territoriales dont le premier objectif est la réduction des postes.

Le corps enseignant a été confronté à une série d'attaques majeures : la liquidation des décrets des années 1950 régissant le statut des enseignants (par un décret signé par Hamon juste avant qu'il ne démissionne du gouvernement) ; la contre-réforme des rythmes scolaires et la contre-réforme des collèges. Et pour parachever l'ensemble, la mise en place de la contre-réforme de l'évaluation. D'un certain point de vue, Hollande et ses gouvernements ont réalisé ce qu'aucun des gouvernements qui les ont précédés n'a réalisé depuis le début des années 50.

Le pillage de la Sécurité sociale s'est amplifié. Dans le projet de budget 2017, les exonérations patronales, c'est-à-dire en termes de salaire différé, vont dépasser 40 milliards d'euros, après avoir atteint 33 milliards en 2016, 30 milliards en 2015, 26 milliards en 2014. Au centre de l'offensive, les hôpitaux publics, qui vont devoir réaliser 1,5 milliard d'économie. Ce plan d'économie est déjà engagé avec la mise en œuvre de la loi Touraine. C'est la mise en place des « groupements hospitaliers de territoire » (GHT), machine de guerre contre l'Hôpital public. Il s'agit d'une entreprise gigantesque de « restructuration », vers la suppression de services et d'hôpitaux.

La liste est encore longue. Sans être exhaustif, il faut ajouter la loi Macron (travail du dimanche, travail de nuit, mise en place des lignes d'autocars privés, assouplissement avant même la loi travail des règles de licenciements collectifs), le pacte de responsabilité et le CICE, faisant cadeau aux patrons de plusieurs dizaines de milliards d'euros, la loi Vallaud-Belkacem sur la sélection à l'entrée en master, qui prépare dans son principe une généralisation de la sélection à l'accès à l'université, et la mise en œuvre de la loi Fioraso, la loi sur le transport ferroviaire, qui a enclenché d'une manière décisive la dislocation de la SNCF vers sa privatisation par l'ouverture de ce marché aux appétits du capital.

Enfin, il faut souligner l'aggravation d'un chômage de masse. Les tripatouillages des données par le gouvernement ne peuvent masquer la dure réalité. Selon la DARES, toutes catégories confondues, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi s'élève à plus de 6 200 000 (hors DOM-TOM). Et selon l'INSEE, il faudrait aussi comptabiliser le « halo » du chômage, c'est-à-dire la masse de ceux qui ne sont plus inscrits à Pôle emploi, soit environ 1,5 million de personnes. L'« *inversion de la courbe du chômage* », qui selon les statistiques officielles ne porte que sur la catégorie A, est due pour l'essentiel à la quasi-généralisation des CDD (80 % des emplois créés), au développement de l'intérim (+12 % entre 2015 et 2016) et à l'orientation de chômeurs vers la catégorie D, en application du plan « 500 000 », celui de ceux « entrés en formation », soit, pour l'année 2016, + 24,6 %.

### Une question centrale : la marche à l'état policier

*Le Monde* du 3/12/2016 fait la synthèse de ce qui été réalisé depuis cinq ans :

*« Depuis 2012, le contraste entre les principes affichés et la pratique ne s'est pas estompé. Les gouvernements successifs ont porté une série de lois sécuritaires que la gauche aurait très certainement qualifiées de liberticides si elle avait été dans l'opposition. En créant la nouvelle incrimination d'«entreprise individuelle terroriste», la loi de novembre 2014 permet de poursuivre «la préparation de la préparation d'un délit», jugeait Christine Lazerges, la présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, inquiète de la criminalisation de simples intentions. À l'été 2015, quelques mois après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher, une loi renseignement est votée, autorisant des mesures de surveillance sans précédent en dehors de tout contrôle judiciaire.*

*François Hollande et la majorité socialiste n'ont pas su résister au réflexe «un fait divers, une loi» qu'ils dénonçaient auparavant. [En réalité, ils ont effectivement pratiqué la règle « un fait divers, une loi », ndlr]. Seul changement, les faits divers sont des actes de terrorisme. La loi du 20 novembre 2015 prolonge l'état d'urgence et le durcit en élargissant considérablement le champ des assignations à résidence. La loi du 3 juin 2016, censée permettre de sortir de l'état d'urgence, en inscrit en fait certaines mesures d'exception dans le droit ordinaire, créant par exemple la possibilité d'assignations extrajudiciaires. Elle renforce les prérogatives des préfets et du parquet au risque de marginaliser encore un peu plus le juge d'instruction. La loi du 21 juillet, votée dans la foulée de l'attentat de Nice, prolonge l'état d'urgence jusqu'à janvier 2017, alourdit les peines contre les crimes et délits terroristes et surtout les exclut du régime d'aménagement de peine, renonçant à un principe d'égalité devant la justice. »*

L'état d'urgence, décrété en novembre 2015, est prolongé jusqu'en juillet 2017. À l'état des lieux du *Monde*, il faut ajouter le fichier TES, fichage généralisé de tous les Français, rentré en application le 21/02/2017.

Et plus encore, en réponse aux revendications des policiers, l'adoption par l'Assemblée nationale le 15 février 2017 de la loi relative à la « *sécurité publique* ». Adoptée en procédure accélérée, elle satisfait la quasi-totalité des revendications des policiers exprimées lors des manifestations de l'automne. Elle assouplit les règles de légitime défense, ce qui revient à aligner les tirs des policiers sur ceux de la gendarmerie, c'est-à-dire l'armée. En supprimant l'obligation d'en rendre compte, elle leur permet de garder l'anonymat dans certains cas, et elle double les peines pour outrage. Elle autorise aussi l'armement des agents de sécurité et des polices municipales en reprenant un amendement du Sénat. Enfin, elle renforce les moyens pour le contrôle administratif des expulsions de migrants. Même le très réactionnaire défenseur des droits, Toubon, nommé par Hollande, estime qu'elle donne une bien trop grande liberté à la police. Au moment où se développaient les manifestations et protestations contre le viol avéré du jeune Théo, le 15 février, la loi a été adoptée en seconde lecture, dans une totale indifférence et en catimini, par 34 voix pour (PS, LR, FN) et 5 contre (Front de gauche, Marc Dolez et Pouria Amrighari). Du côté

des confédérations FO et CGT, de la FSU et de l'UNEF, on a pu constater un silence total face à cette attaque majeure.

Une répression féroce s'est abattue sur les travailleurs et la jeunesse, en particulier lors des manifestations contre la loi El Khomri. On peut comptabiliser par centaines les interpellations, mutilations, détentions provisoires et assignations à résidence, mises en examen, condamnations en comparution immédiate à de lourdes peines de prison de militants syndicaux (par exemple Air France et Goodyear) et de jeunes. Il faut ajouter l'intervention brutale des forces de police et de l'armée - gendarmerie - sur les campus universitaires (Tolbiac, Strasbourg, Besançon, Toulouse) : du jamais vu depuis le 3 mai 1968 à la Sorbonne (sur ce plan, il faut noter la capitulation totale de l'UNEF et du SNEsup). De plus, les assassinats perpétrés par les forces de répression, tels celui de Rémy Fraisse ou d'Amada Traoré, restent impunis. En France, il faut remonter à l'assassinat de Malik Oussekiné en décembre 1986 pour avoir connu de tels crimes (sans oublier la tuerie par la gendarmerie des militants Kanaks à Ouvéa en mai 1988).

C'est sans difficulté que le gouvernement a fait adopter par la majorité PS-PCF l'arsenal des lois répressives. C'est sans grande difficulté qu'il a systématiquement organisé l'ignoble traque des réfugiés (fugitifs), par de véritables ratonnades et la persécution des personnes qui leur apportent de l'aide, fermé les frontières et procédé aux expulsions en masse. Sur cette question, il faut considérer que les dirigeants des confédérations CGT et FO ont été totalement complices. Les gesticulations, plus que modestes, du PCF et des frondeurs, ne changent rien au fond de l'affaire.

Les manifestations de flics ont été un révélateur de la capitulation totale du PS, du Front de gauche, dont le PCF et le PG, des dirigeants des confédérations, des fédérations et de syndicats (FO, CGT, FSU, UNEF) et même de l'extrême gauche face à la marche à l'instauration de l'état policier. C'est un concentré de leur capitulation pour affronter l'Etat bourgeois, ne serait-ce que sur le terrain de la défense des libertés démocratiques, une question fondamentale du point de vue du combat de la classe ouvrière.

Il faut noter que sur les manifestations de policiers, les confédérations CGT et FO ont gardé silence, tout comme la FSU et l'UNEF. Les confédérations ont laissé la main à leur syndicat de policiers qui ont soutenu ces manifestations. Les revendications fondamentales des policiers - au-delà de la question des moyens à propos desquels ils ont été copieusement servis - sont effectivement de deux ordres : d'une part, une subordination totale du pouvoir judiciaire au pouvoir policier ; d'autre part, faire inscrire dans la loi le même « droit de tuer » que celui de la gendarmerie, c'est-à-dire de l'armée. L'alignement des conditions de légitime défense des policiers sur celles des gendarmes a d'abord été réclamé par le premier syndicat de gardiens de la paix Alliance, rejoint par d'autres syndicats, FO Police et CGT Police.

Dans le concert de l'union nationale pour la défense de l'Etat bourgeois, il faut citer :

LO : « *Cette mobilisation partie des fonctionnaires du rang, déclenchée après l'agression de Viry-Châtillon, a surpris jusqu'aux syndicats de police, qui tentent d'en reprendre la direction en proposant marches et rassemblements. Il y a visiblement une colère accumulée face à des moyens matériels obsolètes, des missions de plus en plus lourdes et nombreuses, l'absence de considération de la hiérarchie. De ce point de vue, les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires. Ils subissent eux aussi des économies budgétaires, la course à la productivité et des pressions pour faire du chiffre coûte que coûte* ». (26/10/2016).

PG (c'est-à-dire Mélenchon) : « *Manifestations illégales mais pas sans fondement. Les policiers ont compris que le gouvernement se moquait à nouveau d'eux et les plus mobilisés ont décidé de se manifester (...) Rendre une certaine dignité aux missions de police en sécurité publique mettra fin à une grande partie des tensions parcourant l'institution et ses relations avec les citoyens. Le Parti de Gauche est convaincu qu'un renforcement significatif des effectifs de police dédiés à la sécurité publique et un investissement massif sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail des policiers et l'accueil du public. Une fois de plus, l'austérité est l'ennemi de la Police et de sa mission d'intérêt général* ». (23/10/2016).

PCF : « *Il faut écouter les policiers qui expriment colère et épuisement. D'abord, il faut embaucher, renforcer le nombre et la présence quotidienne de la Police Nationale dans tous les territoires et en particulier auprès de ceux*

*qui souffrent le plus de la crise et de la délinquance quotidienne. Les syndicats de policiers avancent des chiffres qu'il faut écouter et auxquels il faut répondre rapidement.*

*La logique de rentabilité capitaliste qui s'applique depuis lors est en train de détruire, de dévoyer le rôle du service public de Police nationale. Elle vide de son sens le métier, brise les vocations et donne de l'importance à des actions qui sont rentables pour les statistiques mais peu pour la sécurité des citoyens de France.*

*Il faut casser cette dynamique. C'est elle qui organise la pression, justifie les méthodes de management les plus dures sur les agents. Chaque année des dizaines de policiers mettent fin à leur jour avec leur arme de service ou sur leur lieu de travail.*

*Nous avons besoin d'une autre police. Le PCF souhaite que cette crise soit l'occasion de prendre le virage de la proximité, du sens du métier, du retour au service public auquel les citoyennes et citoyens de ce pays ont droit. (24/10/2016).*

*NPA (selon Poutou) : « Mais il faut comprendre ce qui est train de se jouer sous nos yeux. Ces derniers temps, plusieurs policiers ont été agressés ou blessés, dont un de Viry-Châtillon est dans un état très grave, à l'évidence victimes d'attaques de personnes liées à la grande délinquance ou même au banditisme. Le malaise et le ras-le-bol sont donc réels, et nous ne sommes pas indifférents à ce qui se passe(...). Pour y faire face, les policiers demandent aujourd'hui des moyens supplémentaires : plus d'effectifs et plus d'armes, pour se protéger et pour mieux réprimer... Mais ils ne semblent pas comprendre - ou ne le veulent pas - que plus de moyens pour réprimer est totalement inutile, et même contre-productif. »*

Le viol de Théo a été un nouveau révélateur. LO : « Certes, tous (les policiers) ne se conduisent pas en voyous racistes » ; PCF : « Il faut donc renforcer en nombre et en formation les forces de police sur tout le territoire et d'abord dans les endroits où il y en a le plus besoin. Il faut créer une police de proximité de forme nouvelle, attachée à son territoire de travail, à sa population par des liens plus durables et plus étroits » ; Mélenchon : « La police républicaine, vous devez faire entendre votre voix (...) Il faut « purger dès maintenant les éléments malsains » de la police et envisager « le renforcement de la formation initiale des agents, tournée notamment vers l'éthique et la relation avec les concitoyens » et « l'évaluation des missions de services publics de police par des questionnaires adressés à la population ». Les appels aux rassemblements (et non à des manifestations) par La CGT, la FSU et l'UNEF sont cadrés par : « Inacceptables pour toutes celles et ceux qui souhaitent bénéficier d'une police respectueuse des personnes et de leurs droits, garante des libertés et de la sécurité publique. » Du côté de FO, c'est Luc Poignant, secrétaire du syndicat Unité SGP-FO qui a donné le ton le 9 février à la télévision : « Bamboula, d'accord ça ne doit pas se dire. Mais ça reste à peu près convenable ». Mailly n'a pas démenti (et Lacaze pour le POI n'a pas relevé).

POI et POID : pendant des mois, les lecteurs d'*IO* et de la *TT* auront cherché vainement une quelconque information sur la marche à l'État policier. Pour ces deux organisations, c'est-à-dire les deux composantes issues de la scission du CCI, c'est de fait un alignement sur la capitulation des confédérations et des fédérations et leur soutien aux gouvernements successifs. L'affaire Théo est révélatrice. Dans la *Tribune des travailleurs* n° 76 (journal du POID) du 15 février 2017, Daniel Gluckstein titre son éditorial : « Un piège est tendu ». Il écrit : « Tandis que la parole raciste se libère chez **certains membres de l'appareil d'État**, accompagnant ainsi des actes ignobles commis contre des jeunes, des discours officiels évoquent une possible "guerre civile" à venir. **Bien sûr, tous les policiers ne sont pas en cause, pas plus que tous les juges ou tous les responsables politiques.** Mais c'est un fait : il existe dans ce pays – y compris dans l'appareil d'État – des forces qui encouragent à l'affrontement entre « communautés ». Affrontements entre communautés ? Ou aspiration de milliers de jeunes et de travailleurs à affronter la police, les CRS et la gendarmerie ? Sciemment, Gluckstein entretient la confusion. Sa position ne se distingue en rien de celle du PS, du PCF, de Mélenchon et de LO. C'est en défense de l'appareil d'Etat que Gluckstein se situe : « **Bien sûr, tous les policiers ne sont pas en cause, pas plus que tous les juges ou tous les responsables politiques.** ». Il y a des bons policiers et des bons juges. Quant au POI, *Informations ouvrières* du 15 février 2017 se contente de signaler dans un petit encart, sous le titre « *Brutalités policières* », une déclaration du maire LR d'Aulnay, ancien policier, dénonçant la requalification par le parquet de Bobigny du « viol » en « violences volontaires »... sans aucun commentaire. *IO* suivant, sous couvert de condamner la « responsabilité du gouvernement », passe sous silence le rôle de l'appareil policier présenté comme victime car « mis sous pression de la politique du chiffre ». Il ose même critiquer la loi « Sécurité publique »... du point de vue des intérêts de la police

! (article de Guillaume Zarka : « *En réalité, le nouveau texte n'apporte pas plus de sécurité juridique aux policiers et présente même un danger accru* »).

Au crédit de Hollande et de ses gouvernements, au compte de la bourgeoisie, l'instauration de l'État policier et la reprise de la marche en avant, engagée sous Sarkozy, vers d'un des objectifs fondamentaux de la V<sup>e</sup> république : museler le prolétariat et la jeunesse, en finir avec l'essentiel des libertés démocratiques.

Les dirigeants des appareils syndicaux, CGT, FO, FSU, UNEF, épaulés par l' « extrême gauche », ont combattu contre la nécessaire réalisation du front unique ouvrier pour la levée de l'état d'urgence, pour l'abrogation des lois policières, pour le droit de manifester, pour la défense des libertés démocratiques, contre les répressions policières et judiciaires contre les travailleurs, les militants syndicaux et les jeunes, pour que justice soit faite face aux assassinats de Rémy Fraisse et d'Amada Traoré, etc.

### **Capitalisme français : une tendance confirmée à l'affaiblissement**

Pour le capitalisme français, les indicateurs économiques restent dans le rouge et la tendance à la dégradation se confirme.

En 2016, le déficit du commerce extérieur est de 48,1 milliards d'euros dans un environnement jugé favorable (baisse du coût du pétrole, baisse de l'euro par rapport au dollar). En 2015, le déficit commercial était de 45,2 milliards d'euros (un élément de comparaison permet d'évaluer les rapports politiques en Europe : en 2016, l'excédent commercial de l'Allemagne est de 234 milliards d'euros). Encore faut-il préciser que malgré un niveau record en matière d'exportation d'armement (plus de 16 milliards d'euros en 2016, dont 38 % vers le Moyen-Orient !), le creusement du déficit commercial est dû essentiellement à un effondrement des exportations de l'industrie manufacturière. Le déficit du commerce extérieur en termes de produits manufacturés, hors énergie, agriculture et matériel militaire, est de 34,5 milliards d'euros, en progression de 10 milliards par rapport à 2015. Les ventes de produits chimiques et métallurgiques, celles des produits informatiques, électroniques et électriques fléchissent sensiblement. L'une des raisons principales de l'accentuation de ce déficit est l'effondrement des exportations dans le secteur de l'aéronautique : les exportations représentaient 32,5 milliards en 2013. En 2016 elles ne devraient représenter que 20,8 milliards d'euros, soit une érosion de 11 milliards en trois ans. En volume, la valeur ajoutée dégagée par l'industrie manufacturière ne pèserait plus que le tiers de celle de l'industrie allemande. Depuis 1995, la part des exportations françaises de marchandises dans la zone euro est passée de 17 % à 12,1%.

Plus globalement, en intégrant le secteur des services, dans la zone euro, la part des exportations de la France au sein de l'UE est passée de 17,4 % en 2000 à 13,4 % en 2016. Pour la première fois depuis 16 ans, en 2016, même le secteur des services est devenu déficitaire. En terme commercial, le capitalisme français est déficitaire vis-à-vis de l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et l'Irlande. Comme éléments de comparaison, en pourcentage du PIB, les soldes commerciaux s'établissent comme suit en 2015 : + 7,8% pour l'Allemagne, + 4,2 % pour la zone euro, + 2,2 % pour l'Italie et l'Espagne, et ...1,8 % pour la France. En 2016, la croissance française du PIB a plafonné à 1,1% alors qu'elle est évaluée à plus de 1,7 % en moyenne pour la zone euro (+ 1,9% pour l'Allemagne).

Dans le secteur de la production manufacturière, la perte d'emplois se poursuit inexorablement. Par rapport à la période 1982-1984, une diminution de 21 % sur la période 2012-2014, soit une perte de près de 900 000 emplois. Et pourtant, avec les domaines de l'agriculture (sur les mêmes périodes, moins 53 %) et de la construction (stagnation avec + 2%), ce sont les secteurs où se réalise l'essentiel de la plus-value réelle. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB plafonne à 14 % (contre 26 % pour l'Allemagne et 20 % dans la zone euro).

La dette publique, « au sens de Maastricht », estimée par l'Insee, a été évaluée à la fin du deuxième trimestre 2016 à 2 170,6 milliards d'euros, soit 98,4 % du PIB (pour élément de comparaison, le ratio est de 71 % en Allemagne). Elle avait dépassé les 2 000 milliards au premier trimestre 2014. Elle représentait 683,6 milliards d'euros à la fin de 1995, ou 55,8 % du PIB, et avait atteint 1 253,1 milliards d'euros (64,4 % du PIB) à la fin de l'année 2012. Mais de plus si la dette publique française, au sens de Maastricht, dépasse les 2 000 milliards d'euros, celle hors bilan, plus dissimulée, atteint 3 200 milliards d'euros ; les dettes totales des administrations françaises, au sens des normes

comptables internationales (IFRS), atteignent donc plus de 5 200 milliards d'euros ; les engagements hors bilan représentent 158 % du PIB et ont été multipliés par 3,5 en dix ans.

En ce qui concerne le budget de l'Etat, la situation est critique. Le déficit primaire (hors intérêts de la dette) sera en 2016 de près de 70 milliards d'euros pour un budget d'environ 380 milliards d'euros, soit plus de 18 % (en termes de comparaison, l'Allemagne présente un budget en excédent de 23,7 milliards). À cette donnée, il faut ajouter que le service de la dette se maintient à 44 milliards d'euros par an. Cette situation est insupportable pour la bourgeoisie française dans une configuration où les taux d'intérêt à 10 ans sont le double que ceux consentis à l'Etat allemand et que l'écart s'agrandit à l'approche des élections. Il n'est pas étonnant que la question de la réduction des déficits soit au centre du programme des candidats de la bourgeoisie à l'élection présidentielle.

Illustration des déboires de l'impérialisme français : ces dernières années, un certain nombre de ces fleurons sont passés directement sous le contrôle du capital étranger. On peut citer Alcan (aluminium), Arcelor (acier), Lafarge (béton et produits de la construction), Alcatel Lucent, (télécom), le démantèlement d'Alstom (énergie et transport ferroviaire), Technip (ingénierie et exploitation pétrolière), Morillon Corvol (construction), Norbert Dentressange (transport routier). Il faut ajouter le délabrement de la filière nucléaire. EDF est au bord de la faillite. Le démantèlement d'Areva est engagé. Sur le marché mondial de la construction de centrales nucléaires, la filière française est reléguée au troisième rang, voire au quatrième rang. De plus, l'Etat est en grande difficulté pour dégager les capitaux nécessaires au renflouement d'EDF et d'Areva (entre 6 et 7 milliards d'euros). En particulier du fait que ses capacités d'intervention sont en régression. La Cour des comptes vient de tirer le signal d'alarme. En 2016, la totalité du portefeuille des participations de l'Etat s'élève à 100 milliards d'euros. Pour les seules participations gérées par l'APE (Agence des participations de l'Etat), qui ne couvrent pas l'ensemble, la situation est critique : la valorisation des participations est passée de 87,6 milliards d'euros en 2010 à 59,8 milliards d'euros en 2016, soit une baisse de 29%. Pour sortir de l'ornière EDF et Areva, la perspective est de les ouvrir au capital étranger (pour EDF, via sa filiale RTE).

### **Hollande petit chef de guerre au service de l'impérialisme français**

*Les Echos* du 20/10/2016 indiquent : « De fait, à part en 2012, les dépenses annuelles pour des opérations extérieures sont toujours restées supérieures à 1,1 milliard. La tendance avait été amorcée à la fin du mandat de Nicolas Sarkozy en 2011 avec la guerre en Libye (1,25 milliard). Cela marque une nette rupture avec la situation de la décennie précédente, quand le mirage d'une "mondialisation heureuse" n'avait pas été totalement dissipé : on était alors sur des montants plus proches des 800 millions annuels... Ce chiffre vient confirmer un peu plus combien François Hollande s'est engagé pendant son quinquennat sur un terrain sur lequel on ne l'attendait pas forcément, celui des offensives militaires à l'étranger ». Chef des armées, Hollande a multiplié les initiatives d'interventions militaires au compte de la défense des intérêts de l'impérialisme français.

*Le Monde* du 5/12/2016 tire un bilan : « Sangaris a apporté un calme provisoire en Centrafrique, mais la guerre civile couve toujours. Au Sahel, Barkhane a contribué à bâtir une réponse sécuritaire régionale, mais la situation demeure mauvaise au Mali, faute de solution politique. Chammal, en dépit de l'engagement très intense des forces françaises, reste une contribution modeste qui n'a pas permis à la France d'être à la table de la discussion politique qui s'ouvre sur la Syrie. »

Effectivement, une partie de l'état-major des armées s'est montrée plus que réticente sur l'« intérêt » les interventions en Syrie et en Irak, voire vis-à-vis de celles plus ou moins masquée en Libye. Le chef d'état-major de François Hollande, Pierre de Villiers, tire le signal d'alarme. Commentant ses propos, *Le Monde* du 23/12/2016 indique : « Des tenues de combat aux hélicoptères, il manque 17 milliards d'euros pour soutenir le niveau opérationnel actuel - 30 000 soldats engagés, depuis l'outre-mer jusqu'à la Syrie ». *Le Monde* du 19/01/2017 cite une tribune du général de l'armée de terre Vincent Desportes : « Les militaires français sont pleinement engagés partout dans le monde sans aucune stratégie définie. L'épuisement des soldats est alarmant et les forces, tout comme les munitions, viennent à manquer ». Une illustration : « « Barkhane », l'opération phare menée au Sahel, serait paralysée sans les 65 millions d'euros d'aide logistique américaine. » (*Le Monde* du 23/12/2016). Pour l'état-major des armées, les moyens devraient être prioritairement consacrés à la préservation du pré carré en Afrique, cela d'autant plus que de nombreux nuages noirs s'annoncent. La situation au Sahel, en particulier au Mali, n'est en rien stabilisée, tandis que de nouvelles menaces de déstabilisation s'amoncellent en Côte-d'Ivoire et au Niger.

Pour faire face, ne serait-ce qu'aux seules urgences des opérations, selon de Villiers, le budget des armées devrait être augmenté pour être de « 36 milliards en 2018 au lieu des 34 milliards prévus, de 38 milliards en 2019 et de 40 milliards en 2020 ». Hollande, Valls, Fillon, Hamon, Mélenchon ont entendu cet appel au secours : faire évoluer à courts termes le budget militaire de 1,8% du PIB à 2%. (Marine Le Pen propose 3%). Mais il est clair que l'impérialisme français n'a pas actuellement les moyens de sa politique militariste et que son armée est sous la menace d'un « *décochage brutal* » (*Le Monde* du 23/12/2016).

### Crise des partis bourgeois

Hollande et Valls, le PS et le PCF (et les appareils contre-révolutionnaires) ont assuré le fonctionnement normal des institutions de la V<sup>e</sup> république. Mais pour l'impérialisme français, l'heure est venue pour les partis bourgeois d'assurer le pouvoir. Et ils sont en crise. Le leadership du parti du Président, Les Républicains, est menacé. Et le FN-Le Pen, qui postule au pouvoir (bien que devenu, semble-t-il, hégémonique politiquement dans « les détachements armés » du capital), ne convient pas - en l'état - aux secteurs les plus influents de la bourgeoisie française. La place des Républicains, pour la bourgeoisie, est d'être potentiellement le parti du Président, ralliant à lui les autres composantes de sa représentation politique, tels l'UDI et les partis du « centre », eux-mêmes en décomposition, afin de constituer sa majorité à l'Assemblée nationale, majorité nécessaire du fait que la V<sup>e</sup> république est un bonapartisme bâtard.

Ces deux dernières décennies, des secousses importantes ont été l'expression des clivages au sein de la bourgeoisie française, en particulier sur la politique à suivre au sein de l'Union européenne face à l'impérialisme allemand. La chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne, que Mitterrand a combattu jusqu'au bout, ont été un drame pour l'impérialisme français. Au plan politique et économique, l'impérialisme allemand a pris une place prépondérante : sans être hégémonique, c'est lui qui donne le ton, y compris en ce qui concerne relations de l'UE avec l'impérialisme américain et la Russie, la politique de la BCE, la négociation du Brexit, le traitement de la dette grecque, la crise en Ukraine, la question des « migrants », etc.

En 1992, le RPR s'est divisé sur la question du référendum sur le traité de Maastricht : contre Chirac, Seguin et Pasqua ont appelé à voter non. Le « oui » l'a emporté de justesse avec 51,04 % des exprimés (rappelons que Mélenchon, féal de Mitterrand, avait alors mené une campagne ardente pour le « oui »). En 1995, deux candidats issus du RPR, Chirac et Balladur, se sont affrontés lors du premier tour de l'élection présidentielle. En 2005, référendum sur le traité de Rome qui a vu la victoire du « non » (55 % des exprimés). Chirac en 2002, puis Sarkozy en 2007 et 2012, ont réussi à pacifier relativement le RPR puis l'UMP autour de leurs candidatures. En 2012, la défaite de Sarkozy a réveillé les tensions. Au sein de l'UMP, la bataille a fait rage pour la direction du parti. En 2014, Sarkozy a repris la direction, en rebaptisant l'UMP Les Républicains. Pour atteindre son but, il a dû concéder l'organisation d'une primaire en vue de l'élection présidentielle de 2017.

Les trois principaux candidats de la primaire, Sarkozy, Juppé, Fillon avaient sur le fond le même programme : certes Hollande et Valls ont beaucoup fait, mais au regard des besoins de la bourgeoisie française, c'est insuffisant ; il s'agit d'intensifier en urgence les attaques contre le prolétariat et la jeunesse. Il s'agissait de choisir le candidat à la présidence qui serait le plus déterminé sur cette perspective. Mais au-delà, une question déchire Les Républicains : comment maintenir son rôle central en endiguant la montée électorale du Front national mais aussi en contrecarrant le choix de certains cercles dirigeants de la bourgeoisie à se tourner vers une candidature Macron que Bayrou a rallié ainsi qu'une partie significative de l'appareil du PS. De fait, pour certains, c'est l'existence même du parti héritier du RPR et de l'UMP, pivot de la représentation politique de la bourgeoisie, qui est en jeu.

Fillon l'a emporté en mobilisant l'arrière-ban de l'électorat bourgeois le plus réactionnaire avec le soutien de la hiérarchie catholique. Mais la lutte a été féroce. Les affaires touchant Sarkozy (Bygmalion, financement Kadhafi, confessions de Buisson) sont ressorties à propos pour l'éliminer. Au second tour, Juppé, jugé pas assez déterminé, a été largement battu par Fillon. Il semblait que l'affaire fût réglée. Mais voilà qu'a surgi l'affaire Fillon, présumé coupable d'avoir utilisé les prébendes pour alimenter largement sa famille et d'être sous l'emprise, via ses activités de conseil, de groupes comme AXA. Fillon est convoqué par la justice. Certes les journalistes d'investigations sont méritants et courageux si l'on considère l'emprise des mesures découlant de la marche à l'État policier. Mais pour faire leur travail, ils ont besoin de « sources » : c'est au cœur de l'appareil d'État qu'elles se situent pour l'essentiel (appareils judiciaires, haute fonction publique). À ce titre, il est significatif que les juges aient accéléré la mise en œuvre des procédures concernant Fillon. À ce stade, Fillon maintient sa candidature (rappel : ce rapport écrit le

4/03/2017, ndlr) : il mise sur le fait que pour les dirigeants des Républicains il ne peut y avoir de plan B à deux mois de l'élection. Mais il est lâché par l'UDI et surtout des composantes significatives des Républicains, dont une partie de sa garde rapprochée. Mais, pour l'impérialisme français, l'heure est venue pour les partis bourgeois d'assurer le pouvoir. Et ils sont en crise.

Dans ce contexte, Mailly et Martinez sont plus que discrets sur la question des affaires. Une manière pour eux de contribuer à ce que la crise des partis bourgeois ne s'accroisse.

### **Pour le prolétariat et la jeunesse, une série ininterrompue de défaites**

Sans prétendre être exhaustif, il faut rappeler quelques défaites majeures subies alors que le prolétariat et la jeunesse ont cherché à combattre.

En novembre-décembre 1995, si la résistance des cheminots et des travailleurs de la RATP ont partiellement mis en échec l'application du plan Chirac-Juppé sur la contre-réforme des régimes spéciaux, dont celui de la Fonction publique, le plan Juppé est entré en application par le « *hold-up du siècle* », selon le défunt Blondel, du budget de la Sécurité sociale qui est passé sous le contrôle direct du Parlement, ouvrant la voie à la l'intensification des attaques justifiées au nom de la nécessité de réduire les déficits.

En 2003, suite à la défaite sans combat face à la contre-réforme des retraites du gouvernement Balladur en 1993, il y a défaite sur la contre-réforme du gouvernement Sarkozy-Raffarin-Fillon. En 2008, le gouvernement Sarkozy-Fillon a réussi là où Juppé avait échoué sur la contre-réforme des régimes spéciaux. En 2010, une nouvelle défaite sur la question des retraites a été subie avec la contre-réforme Sarkozy-Fillon-Woerth.

En 2006, le recul du gouvernement Chirac-Villepin sur le CPE face à la mobilisation de la jeunesse entraînant une partie significative du prolétariat n'a été qu'un court intermède, la loi réactionnaire sur « l'égalité des chances » qui le contenait étant adoptée.

De 2013 à 2016, les mobilisations des instituteurs et des professeurs qui ont tenté de combattre les contre-réformes des rythmes scolaires et des collèges ont échoué.

En 2016, le prolétariat et la jeunesse ont subi une défaite majeure avec la loi El Khomri.

Il faut ajouter les défaites décisives des cheminots sur la loi réorganisant le transport ferroviaire en 2014 et contre son application en 2016.

### **La responsabilité totale des dirigeants de la CGT, de FO et de la FSU**

C'est en premier lieu les appareils des confédérations et des fédérations qui ont permis aux gouvernements de frapper et de faire passer leurs contre-réformes réactionnaires.

Sur toutes les contre-réformes, la concertation et le « dialogue social » avec les gouvernements et le MEDEF n'ont jamais été interrompus à tous les niveaux, de la participation aux « conférences sociales », au Conseil économique social et environnemental, aux multiples groupes de travail chargés de leur élaboration puis de leur mise en application. De ce point de vue, on peut même considérer qu'il y a « cogestion ».

On peut prendre pour illustration la loi El Khomri. Lors de la diffusion du projet de loi mi-février, les dirigeants ont crié aux grands dieux qu'ils n'étaient au courant de rien et que c'était un scandale qu'un tel projet soit mis sur la table sans concertation. Bien entendu, il n'en est rien. D'ailleurs Mailly a craché le morceau dans un éditorial de *FO Hebdo* du 27 mai. Il écrit : « *Manuel Valls ne devrait pas être surpris. Il y a plus d'un an je lui ai expliqué que l'inversion de la hiérarchie des normes, était une ligne rouge pour FO.* » La loi entre en application. La concertation bat son plein au sein de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), qui élabore les décrets d'application, et à laquelle ne manquent pas de participer CGT et FO. Le 20 octobre 2016, la CNNC a engagé la concertation pour passer, en trois ans, de plus de 700 accords de branches à seulement 200, c'est-à-dire en réalité la liquidation des acquis cristallisés dans les conventions collectives.

Déjà début octobre, un accord-cadre a été signé dans la métallurgie entre l'UIMM et les syndicats, dont FO mais pas la CGT (on connaît la misérable manœuvre de multiples fois employée : la CGT participe mais ne signe pas). C'est l'application de la loi travail. Que contient cet accord ? La possibilité pour les entreprises de l'UIMM de



moduler le temps de travail sur trois ans au lieu d'une seule année. Cette mesure était l'un des articles de la loi travail (en modulant le temps de travail sur trois ans au lieu d'un, le patron peut retarder le déclenchement des heures supplémentaires). Cet accord prévoit que les « contreparties » seront à négocier entreprise par entreprise. FO métallurgie indique dans un communiqué qu'elle est très heureuse de « *signer des accords d'entreprise qui apportent par la négociation, et avec des contreparties pour les salariés, des solutions aux entreprises qui en ont besoin, ou lorsqu'elles rencontrent des difficultés économiques.* »

En réponse aux tentatives du prolétariat et de la jeunesse de s'engager, les appareils syndicaux opposent un art consommé de la dislocation des mouvements. Par leur refus de rompre la concertation et de faire leur les mots d'ordre centraux de retrait des contre-réformes, par la démultiplication des manifestations délocalisées à répétition afin d'épuiser les travailleurs, par les appels à la grève reconvertible et même à la « grève générale... reconvertible » site par site, établissement par établissement, par lycée et collège, par école, etc., contre l'élection de véritables comités de grève. Ils combattent avec acharnement toute perspective de centralisation pour affronter le gouvernement (1995, 2003, 2010, 2016) par l'appel de manifestations centrales et nationales à l'Assemblée nationale - cette dernière restant, dans le cadre du bonapartisme bâtard de la V<sup>e</sup> République, l'auxiliaire incontournable du gouvernement pour avaliser ses attaques contre les masses, le siège du pouvoir -, voire par l'appel à la grève générale comme en 1995 et 2003. À titre d'exemples, ils ont combattu contre toute perspective de centralisation du combat à PSA par l'appel à la grève générale du groupe au moment de la liquidation du site d'Aulnay, ou encore à la centralisation du combat des cheminots en 2014 puis en 2016.

### **Paralysie politique du prolétariat et de la jeunesse**

Face à la trahison des appareils, un fait essentiel à ce jour : l'incapacité d'une fraction du prolétariat et de la jeunesse à s'organiser afin d'opposer une résistance et de remettre en cause significativement le soutien que ceux-ci apportent aux gouvernements et au patronat.

En 1995, il y a eu tentative de débordement des appareils. Les cheminots et les travailleurs de la RATP se sont saisis de la journée d'action du 24 novembre en débordant les appareils, s'engageant dans la grève qui a duré jusqu'au 16 décembre. Ils ont entraîné derrière eux toutes les couches du prolétariat et de la jeunesse qui ont manifesté par millions, y compris les étudiants, contre les plans Juppé. Avec la complicité des appareils syndicaux, le gouvernement a évité que son existence ne soit remise en cause en manœuvrant en recul sur la question des régimes spéciaux.

En 2003, la lutte s'est étendue de fin février à mi-juin. Des centaines de motions ont été adoptées par des assemblées générales d'enseignants, de fonctionnaires (impôts, hôpitaux), de travailleurs d'entreprises publiques et privées exigeant que la FSU, le SNES, le SNUIPP, la CGT et FO reprennent à leur compte le mot d'ordre de retrait du plan Fillon, rompent la concertation et appellent à la grève générale. Des centaines de sections syndicales, des dizaines d'Unions départementales ont pris position en ce sens. Jusqu'au début du mois de juin, c'est un flot ininterrompu d'adresses qui parvient aux dirigeants des fédérations et des confédérations. Dans nombre d'assemblées générales, les travailleurs se sont affrontés rudement aux bureaucrates syndicaux. Le 10 juin, jour de l'ouverture par Raffarin de la discussion à l'Assemblée nationale sur le projet Fillon, lors de la manifestation à Paris, des manifestants ont tenté de se rendre face à l'Assemblée nationale. C'est le service d'ordre de la CGT qui a fait barrage. L'enjeu en 2003 était résumé par Blondel : « *appeler à la grève générale ça veut dire vouloir faire sauter le gouvernement (...)* J'ai utilisé à dessein les notions d'«*amplification*», de «*généralisation*», de «*coordination*». *Mais j'ai quelques craintes à employer le terme de "grève générale interprofessionnelle". Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et, bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement.* »

En 2010, contrairement à 2003, même s'il a fallu aux appareils organiser pas moins de 14 manifestations de mars à l'automne pour bousiller la tentative du prolétariat de combattre contre la réforme Woerth, ils ont totalement gardé le contrôle de la situation. Il n'y a pas eu affrontement significatif avec une fraction de travailleurs comme en 2003.

En 2016, les confédérations CGT et FO ont été en mesure d'endiguer sans résistance la volonté de combattre des masses. Si dans un premier temps, en particulier du fait de l'engagement possible de la jeunesse, ils ont repris la revendication de retrait de la loi travail, ils ont par la suite réussi totalement à l'isoler en la livrant à la répression policière. À aucun moment ils n'ont rompu la concertation avec le gouvernement. Ils ont organisé pas moins de 14 manifestations, comme en 2010. Le 14 juin, ils ont appelé à une manifestation nationale à Paris. Mais ils se sont

employés à ce que cette manifestation ne s'approche pas de l'Assemblée nationale. Une nouvelle fois, le service d'ordre de la CGT a opéré : avant même que la manifestation n'atteigne les Invalides, point final prévu initialement, l'appel à la dissolution et à la dispersion a été prononcé. De bout en bout, les appareils et le gouvernement ont gardé le contrôle de la situation, épaulés par l'extrême gauche. Il faut être très clair : dans aucun secteur du prolétariat ne s'est engagé un mouvement de grève massif et significatif. Nulle part, hormis à la SNCF, il n'y a eu de grève réelle. Il n'y a eu que de multiples actions « coup de poing » ultra minoritaires organisées par l'appareil de la CGT, cautionnées par l'extrême gauche.

### **Un « front uni » pour s'opposer à toute centralisation du combat pour affronter le pouvoir**

Le désarroi politique du prolétariat et de la jeunesse ont procédé en premier lieu de l'absence de toute perspective politique ouvrant une issue sur la question du pouvoir. Pour combattre les contre-réformes, les budgets de l'Etat et ceux de la Sécurité sociale, se pose d'une manière immédiate la perspective de la centralisation du combat du prolétariat pour affronter, leur infliger une défaite et vaincre les gouvernements au service de la bourgeoisie. De tels affrontements poseraient la question du combat pour un gouvernement issu du front unique des organisations et partis sans représentant des organisations et partis bourgeois. Ils impliqueraient l'organisation et la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse pour leur imposer la satisfaction de leurs revendications et l'engagement vers la constitution du gouvernement ouvrier. C'est dans cette perspective et elle seule que peut se poser le combat pour la grève générale. Il faudrait répondre aux questions : Quel gouvernement susceptible de satisfaire les revendications des masses ? Sur quelle voie faut-il s'engager ? Quel programme pour un gouvernement ouvrier ?

Force est de le constater, il y a en permanence un front uni des dirigeants des confédérations, ceux de la FSU, de l'UNEF, du PCF, du PS, du PG, de l'extrême gauche (NPA, LO et autres débris) et des POI contre la réalisation du front unique ouvrier pour appeler à manifester nationalement et centralement à l'Assemblée nationale, quelle que soit sa majorité parlementaire. Et pour cause, sous la V<sup>e</sup> république, bonapartisme bâtard, l'Assemblée nationale constitue l'auxiliaire indispensable, la béquille dont le gouvernement ne saurait se passer pour faire passer son offensive, et donc le point névralgique de l'affrontement de classe, l'un des centres du pouvoir.

En 2012, une fois de plus, après 1981 et 1988, le prolétariat et la jeunesse ont infligé une défaite électorale à la bourgeoisie en élisant Hollande, candidat du PS, pour chasser Sarkozy, et en élisant une majorité de députés du PS et du PCF. Mais comme en 1981 et 1988, ils n'ont pas réussi à mettre à l'ordre du jour par leur mobilisation la constitution d'un gouvernement du PS et du PCF sans représentant des partis bourgeois. Dès 2013, du fait de la politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel de soumission aux intérêts de la bourgeoisie, toutes les élections partielles et intermédiaires sont marquées par un rapport de force systématiquement en faveur de la bourgeoisie, marquée par une montée en puissance du FN.

Dans sa contribution *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI* (août 1984), Stéphane Just expliquait déjà :

*« Mai – Juin 1981 et les mois suivants ont été très différents de ce que furent les premiers mois du front populaire en 1936. Les masses n'ont pas ressenti pour l'union de la gauche l'enthousiasme qu'elles ont ressenti pour le front populaire. Elles ont eu la volonté acharnée de chasser Giscard, le RPR et l'UDF, du pouvoir, mais une volonté froide. Elles ont élu Mitterrand à la présidence de la République et une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, mais il n'y a eu ni déferlement sous la forme d'une grève générale, ni d'importantes revendications arrachées et légalisées par le nouveau gouvernement, par la nouvelle majorité. Il n'y a pas eu une masse d'adhésions au PS, un gonflement considérable de ses effectifs. Pas plus qu'il n'y a eu de ruée vers le PCF, la CGT et les syndicats en général. C'est tout le contraire en ce qui concerne le PCF. Ce n'est pas sans signification politique. (...) »*

Cette tendance analysée en 1984 sur les rapports politiques entre les masses et le PS et le PCF s'est entièrement confirmée dans les trente années suivantes. De plus, le désarroi politique du prolétariat s'est considérablement accentué du fait du rétablissement du mode de production capitaliste dans les pays qui constituaient l'URSS à partir du début des années 1990, puis par le rétablissement du capitalisme en Chine. La décomposition politique des organisations et partis issus du mouvement ouvrier se poursuit. Une défaite politique majeure a été infligée à la classe ouvrière et à la jeunesse en 2002 par l'appel du PS et du PCF, au nom du front républicain, à voter Chirac contre Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Par la suite, cette orientation destructrice des partis issus du mouvement ouvrier a été de multiples fois rééditée lors des élections législatives, départementales et

régionales. Le désistement républicain a conduit à la presque totale disparition du PS dans ses bastions historiques, le Nord et les Bouches-du-Rhône, lors des dernières élections régionales.

Le processus de crise du PS vers sa liquidation se poursuit et va en s'amplifiant. Le PCF poursuit sa lente agonie. Les trahisons des dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et des syndicats, de l'UNEF conduisent à un affaiblissement considérable de ces organisations, en particulier la CGT dans ses bastions historiques (EDF, SNCF, RATP, RENAULT, Fonction publique, etc.), qui sont désertées par des milliers de syndiqués. Signe de cette décomposition politique dans la jeunesse étudiante : pour la première fois depuis des décennies, l'UNEF a été battue lors des élections au CROUS par une organisation corporatiste liée aux partis bourgeois, la FAGE. À cela il faut ajouter l'affaiblissement que constitue le résultat des élections professionnelles. Avec 26,37 % des voix pour la CFDT, 24,85 % pour la CGT, 15,59 % pour FO, 10,67 % pour la CFE-CGC, et 9,49 % pour la CFTC, la CFDT passe pour la première fois en première position devant la CGT dans les entreprises privées. Et ce n'est pas le résultat dans les TPE qui vient atténuer cette défaite. Il faut rappeler que les élections dans les TPE ne visent qu'à mettre en place des instances de dialogue social au niveau des « territoires » et non des représentants du personnel dans les entreprises.

Voilà à quoi ont conduit ces années de dialogue social ininterrompu, accompagnées d'une lutte acharnée de la part des appareils pour empêcher toute centralisation du combat contre le gouvernement Hollande-Macron-El Khomri, en particulier au moment de l'adoption de la loi travail.

### **PS : malgré la victoire de Hamon et l'élimination de Valls, les liquidateurs n'ont pas renoncé**

Le PS est en perdition. Cambadélis revendique 80 000 adhérents, soit le nombre le plus bas depuis 1969. En réalité, il y aurait au mieux 50 000 adhérents. Suite aux retentissantes défaites lors des élections municipales, départementales et régionales, nombre des adhérents, qui vivaient essentiellement des prébendes autour des élus, se sont retrouvés au chômage et ont quitté le navire pour chercher un gagne-pain.

L'organisation par Cambadélis des primaires de la Belle alliance populaire (BAP) était destinée à lancer la candidature de Hollande. Il faut rappeler que de telles primaires s'inscrivent dans la perspective de dessaisir le PS et son congrès de la désignation de son candidat. Elles participent de la liquidation du PS en tant que parti. Jusqu'en 2007, les primaires étaient réservées aux militants du PS. En 2011, elles ont été ouvertes à d'autres partis et organisations. Le PRG a participé. Celle de la BAP ont touché au ridicule : avec de Rugy, résidu d'EELV, qui vient de rallier la candidature Macron, avec Pinel qui très probablement ne soutiendra pas la candidature Hamon, avec le clown Benhamias qui ne représentait que lui-même.

Mais Hollande, rejeté par les barons du PS et les caciques, a dû renoncer. Il faut dire que dans ses confidences à des journalistes à propos du PS il a été trop loin : « *il faut un acte de liquidation. Il faut un hara-kiri* ». Les journalistes expliquent : « *En tout cas il a esquissé un programme. Dans l'idée de provoquer un électrochoc, à gauche, il veut porter un coup de grâce à ce Parti socialiste totalement nécrosé (...) il a même imaginé un nom pour ce nouveau mouvement (le parti du progrès)* ». Pour porter ce projet, Hollande désigne qui est prêt à faire le travail : « *Qui alors pour porter un tel projet, révolutionnaire pour le coup, si ce n'est le premier secrétaire du parti, l'expérimenté, fiable et surtout l'hypermanœuvrier Jean-Christophe Cambadélis ... Il dit qu'il est prêt. Et Valls est pour* ».

Terrorisée par le désastre qui semble inévitable lors de l'élection présidentielle et lors des élections législatives, totalement abattues, des composantes du PS, en particulier au niveau du groupe parlementaire, ont remis en cause le fait que Hollande soit le candidat sélectionné par les primaires ; significatif est le fait que Cambadélis lui-même ait dû en tenir compte en déclarant que d'autres candidatures étaient possibles, en particulier celle de Valls. Valls a manœuvré contre Hollande jugeant que son heure était venue. L'appareil du PS s'est alors replié sur sa candidature. Avant les primaires, 196 élus PS - députés et sénateurs - avaient affiché leurs soutiens à Valls, contre 24 pour Montebourg, 26 pour Hamon, 21 pour Peillon dans un contexte où les proches partisans de Hollande ne se sont pas prononcés... alors que déjà 12 s'étaient déjà engagés derrière Macron. Mais Valls a été largement battu : pour le coup, une vraie baffé et non pas un simple soufflet.

Hamon a été présenté par la presse et par les réformateurs du PS comme un opposant à Hollande et à Valls, associé aux frondeurs et comme une alternative possible à la politique des gouvernements depuis 2012. Une petite partie de l'électorat du PS s'est mobilisée sur sa candidature pour éliminer Valls.

Mais après la désignation de Hamon, les liquidateurs n'ont pas renoncé. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 1/02/2017, Savary et Caresche font valoir leur « droit de retrait ». Ostensiblement, les partisans de Valls et de Hollande, ainsi que la plupart des membres du gouvernement, ont boycotté l'intronisation de Hamon le 5 février 2017. Une partie significative de la direction du PS et de ses élus s'est ralliée à la candidature Macron (son directeur de campagne est un député PS, Richard Ferrand). Le mouvement s'amplifie. Il s'amplifie couvert par Hollande qui, à ce jour, ne s'est pas prononcé ouvertement en soutien à Hamon. Sa garde rapprochée, autour de son féal Le Foll, se prépare à soutenir Macron. Ségolène Royal affiche ouvertement ses sympathies pour ce candidat. Dans une tribune dans le *JDD*, le 26/02/2017, le leader des réformateurs, Caresche, s'est engagé derrière Macron.

Hamon a tout tenté pour donner des gages aux réformateurs, mais en vain (abandon de toute référence à l'abrogation de la loi El Khomri, références aux acquis du quinquennat de Hollande... en matière de politique étrangère !). C'est au prix fort (40 circonscriptions accordées pour les élections législatives) qu'il a obtenu le ralliement de Jadot, le candidat d'EELV, lequel n'était pas en mesure d'obtenir les 500 signatures nécessaires à son parrainage.

Cambadélis a échoué dans ses basses manœuvres pour promouvoir la candidature de Hollande puis celle de Valls. Le ralliement de Valls à la candidature Macron traduit à lui seul le fait qu'un enjeu majeur des élections présidentielles est la question de la survie du Parti socialiste, pris en tenaille entre la candidature bourgeoise de Macron d'une part et la candidature réactionnaire bonapartiste de Mélenchon d'autre part. On ne peut à cette étape spéculer sur le fait de savoir si l'entreprise de liquidation du PS ira à son terme. Il semble que s'expriment des velléités de résistance qui se traduisent notamment par la pétition initiée par des membres du Parti socialiste exigeant l'exclusion de Valls et des membres du PS qui se sont ralliés à Macron. Mais il ne fait aujourd'hui aucun doute que le PS sortira extrêmement affaibli suite à l'offensive dont il fait l'objet. La classe ouvrière n'a évidemment aucun intérêt à ce que le PS soit détruit au compte de la bourgeoisie. Toutes les conditions se réunissent pour une possible dislocation du PS après les élections présidentielles et législatives.

### **Poursuite de la lente agonie du PCF**

En termes de cotisants, le PCF est passé, selon les données de la direction, de 99 281 en 2006 à 53 029 en 2016. Lors du vote sur les résolutions pour le 37<sup>e</sup> congrès de début 2016, seulement 29 183 adhérents se sont exprimés. Le texte initié par le secrétaire national du PCF, mais présenté comme « proposé par le Conseil national » car adopté par près de 80 % de ses membres, n'obtient que 14 910 voix (51,2 %). Pierre Laurent s'est prononcé avant la conférence des cadres du PCF pour un soutien à la candidature Mélenchon. Il a été mis en minorité (55 % des votes contre). Une majorité s'est prononcée pour une candidature du PCF sous l'impulsion de Chassaigne qui se dit disponible pour être candidat. Mais lors du vote des adhérents de fin novembre, le soutien à la candidature Mélenchon l'a emporté par 53,6 % des exprimés.

En réalité, la seule ligne de partage au sein du PCF est comment se disposer pour tenter de maintenir des députés PCF à l'Assemblée nationale (réduits à 9 depuis 2012), c'est-à-dire comment pérenniser coûte que coûte une existence du parti au plan national ? Comme le dit Chassaigne, ce qui est en cause sur un alignement ou pas derrière Mélenchon, c'est la survie du PCF. De fait, sa position et celle de ses partisans pour une candidature du PCF était bidon. Il s'agissait de gagner du temps dans l'attente des résultats de la primaire du PS : est-ce que l'élimination de Valls pourrait donner la possibilité de justifier la négociation d'un accord avec le PS au moins pour les élections législatives ? La défaite de Valls a ouvert cette possibilité, et Chassaigne n'a pas renoncé malgré le vote des adhérents. Par ailleurs, Laurent et la direction du PCF n'ont pas pu accepter de se liquider totalement en se pliant aux exigences de Mélenchon pour des candidatures au nom de la France insoumise (La France insoumise ayant déjà décidé de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions où le PCF a eu des députés élus en 2012). Le 14 février, à l'initiative de Chassaigne, un appel contresigné en 48 heures par plus de 600 cadres et militants, dont quatre députés, plaident pour une candidature commune des forces de gauche. Bien entendu, la possibilité d'une candidature unique, personne n'y croit. En réalité, il s'agit d'une tentative de remettre en cause le soutien à la candidature Mélenchon. En attendant, le PCF conserve dans un coffre-fort les engagements de candidatures de ses élus en faveur de Mélenchon.

### **La candidature Mélenchon : étrangère au mouvement ouvrier**

En 2012, à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon était le candidat du Front de gauche vertébré essentiellement par le PCF et le PG. Au premier tour, il avait obtenu 3 984 882 voix soit 11 % des exprimés. Cette candidature avait été une aubaine pour les dirigeants du PCF qui voulaient absolument éviter une répétition de l'élection présidentielle de 2007, où la candidate Marie-George Buffet n'avait obtenu que 707 265 voix, soit 1,9 % des exprimés. Incontestablement, en 2012, le vote pour Mélenchon manifestait l'aspiration de milliers de travailleurs et de jeunes à rechercher une alternative au vote pour le candidat du PS, François Hollande.

En mars 2012, *Combattre pour le socialisme* avait pris la position suivante :

*« Dans ces conditions, les travailleurs n'ont d'autre choix que de voter, au premier tour, pour défaire les candidats des partis bourgeois, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier. Ceux-ci sont au nombre de deux : Hollande, présenté par le PS ; et Mélenchon, présenté par le Front de gauche, conglomérat qui, outre le PCF, comprend le "Parti de gauche", scission du PS, et la "Gauche unitaire", scission de l'ex-LCR. À ces deux candidatures, on peut ajouter celle de LO et celle du NPA. On ne peut pas, par contre, y ajouter la candidate d'Europe Ecologie Les Verts, candidate d'un mouvement étranger au mouvement ouvrier. »*

En 2017, Mélenchon est candidat de son mouvement La France insoumise. Il se présente candidat « hors partis ». Mélenchon déclare : « *Tout le monde peut se joindre à moi pour travailler sur le programme et agir. Voilà comment on mène une élection, dans un rapport direct aux citoyens, pas dans une carabistouille entre partis politiques* » ; « *je ne demande la permission à personne, je suis hors cadre des partis, je suis ouvert à tout le monde [y compris les patrons, cf ses déclarations à son meeting de Lille : « on prend tout le monde » il en appelle aux petits patrons qu'il libèrera des charges qu'on leur impose pour remplir leurs carnets de commande, ndlr] ; les organisations, les réseaux, mais les citoyens d'abord.* » Pour Mélenchon, il y a l'oligarchie d'un côté et le peuple de l'autre. Il se présente comme un petit apprenti Bonaparte, au-dessus des partis, singeant sur ce point de Gaulle.

Mélenchon se situe en rupture totale avec toute filiation en rapport au mouvement ouvrier. Extraits de son ouvrage « *L'Ère du peuple* » (février 2016) :

*« L'histoire humaine est d'abord celle des fluctuations du nombre des individus qui la composent. Tous les autres phénomènes sociaux sont les enfants plus ou moins directs de cette donnée de base. »*

*« La France n'est pas la petite nation « occidentale » qu'ont fait d'elle des deux derniers présidents en l'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain. C'est une puissance à vocation universaliste, présente sur les cinq continents dans leur contexte maritime. »*

*« D'abord parce que notre République n'est fondée ni sur la référence à une ethnie comme en Allemagne par exemple, ni sur une couleur de peau, toutes étant présentes, ni sur une religion puisque toutes sont exclues du champ politique, ni sur une langue puisque 29 pays disposent du français comme langue officielle. La France est une nation fondée sur un contrat politique que proclame sa devise "Liberté, Egalité, Fraternité". Par conséquent elle est en état de partager avec tout être humain. En ce sens, c'est une "nation universaliste". Universaliste, la France l'est aussi d'une façon très physique. Car elle est présente sur les cinq continents. Sa plus longue frontière n'est pas avec l'Allemagne mais avec le Brésil, ce que l'on oublie car on néglige l'existence de l'immense et magnifique Guyane française. »*

*« Ici, c'est le peuple qui prend la place qu'occupait hier la "classe ouvrière révolutionnaire" dans le projet de la vieille gauche. »*

*« Ce n'est donc pas dans l'entreprise ni autour des revendications corporatives des salariés qu'éclatent les processus populaires de notre époque. On ne peut lui proposer [au peuple, ndlr] comme idéal de s'identifier à un improbable prolétariat. Mais la classe moyenne peut facilement s'identifier au peuple, au fil des événements. »*

*« L'ère du peuple à notre époque, est celle de la lutte du peuple contre l'oligarchie et la caste des obligés. »*

*« Le processus constituant est l'acte fondateur de la conquête de la souveraineté du peuple. Ce n'est pas un à-côté de la stratégie révolutionnaire de notre temps, c'est son vecteur politique. Dans cette approche, se battre pour la convocation d'une Assemblée constituante, c'est se battre d'abord pour l'existence même*

*du peuple comme acteur de l'histoire ». Le peuple est constituant ou il n'est rien - comme Marx disait du prolétariat qu'il devait être révolutionnaire ou bien qu'il ne serait rien »*  
*« La révolution citoyenne, ce n'est pas l'ancienne révolution socialiste. »*

Nationalisme exacerbé, accents cocardiers réactionnaires, défense de la patrie en des termes que ne démentirait pas Déroutède, négation de la lutte des classes, référence nostalgique à l'ancien empire colonial, proscription des termes « socialisme » et « lutte des classes », interdiction de l'Internationale et des drapeaux rouges dans ses meetings, etc. La France insoumise, c'est la rupture avec toute référence à l'histoire du mouvement ouvrier.

Pour l'élection présidentielle de 2017, Mélenchon a le soutien de son parti le PG, de la micro composante du feu Front de gauche, « Ensemble », constitué de débris déliquescents issus du PCF et du NPA. Mais cela n'en fait pas pour autant une candidature que l'on peut considérer comme issue du mouvement ouvrier.

La France insoumise, c'est de fait le combat pour la destruction du PS et du PCF. En témoigne la charte que Mélenchon impose à ses candidats pour les élections législative. Elle stipule :

*« Avec l'inversion du calendrier électoral, les élections législatives sont plus que jamais liées à l'élection présidentielle. Il n'y a pas 577 élections ayant chacune sa propre dynamique et sa propre stratégie électorale. Cela a été méconnu parfois dans le passé. Nous ne devons pas recommencer cette erreur. Nous devons donc construire notre campagne législative en cohérence totale avec la campagne présidentielle et pour cela avoir des candidats investis par la France insoumise dans toutes les circonscriptions, c'est-à-dire qui s'engagent à respecter la présente charte. »*

Elle précise :

*« Celles et ceux qui accepteront cette investiture s'engagent à : soutenir Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle ; faire campagne sur le même programme national : "L'avenir en commun" ; se rattacher à l'étiquette politique "La France insoumise" lors du dépôt de candidature afin de participer à la totalisation des voix au niveau national ; se rattacher à l'association de financement "La France insoumise" lors du dépôt de candidature, ce qui inclut la possibilité d'accords de reversement entre cette association de financement et les candidats ou le groupement politique particulier qu'ils désigneront pour la première comme pour la seconde fraction du financement public ; le sigle et l'intitulé national de campagne de France insoumise, en respectant leur charte graphique, seront intégrés dans le matériel de propagande R39 (affiche officielle, circulaire électorale, bulletin de vote) ; siéger au sein du groupe qui sera constitué pour construire une coopération politique entre les députés de France Insoumise ou le mouvement auquel elle aura contribué à donner naissance si telle est la décision que nous prenons collectivement à l'issue des élections ; élire le/la présidente et le bureau du groupe ainsi constitué ; respecter la discipline de vote du groupe lorsqu'une décision collective a été prise conformément au programme l'Avenir en commun ».*

Ainsi, Mélenchon annonce la constitution d'un groupe de députés ultra godillots. Donc pas question pour ces députés de financer le PCF, pas question de faire valoir les décisions de leur propre parti. En clair, le projet de Mélenchon, c'est que le PCF doit se faire hara-kiri.

Mélenchon a décrété la mort du PS qu'il qualifie de « corbillard ». En réponse la proposition de Hamon de discuter, Mélenchon émet un préalable : scissionner le PS, voire même le quitter.

La France insoumise est un mouvement bourgeois, ou petit-bourgeois si l'on veut. La candidature de Mélenchon est une candidature ultrabonapartiste pour la liquidation du PS et du PCF. C'est la reprise jusqu'à la caricature de la démarche bonapartiste : la « rencontre d'un homme et d'un peuple », l'adresse aux « personnes » par-dessus les partis. Mélenchon se présente lui-même comme « le tribun du peuple. »

Le programme de La France insoumise, au-delà de quelques revendications que l'on pourrait considérer comme ouvrières (par exemple, abrogation de la loi El Khomri, etc.) est avant tout un programme de défense du capitalisme français et de son Etat. C'est un programme bourgeois, et en ce sens il ne se distingue pas fondamentalement de celui du PS et de Hamon.

Notre position n'est pas déterminée par son programme, de même que lors des élections notre position n'est en aucun cas déterminée par les programmes du PS et du PCF. Ce sont des programmes qui sans discontinuer sont en

défense du capitalisme. Notre position se détermine en prenant en considération le rapport historique de ces partis au mouvement ouvrier.

De ce point de vue, on peut faire référence à l'élection présidentielle de 1965 sur ce plan : Mitterrand candidat de la Convention des institutions républicaines, organisation bourgeoise, a reçu dès le premier tour le soutien du PCF, de la SFIO et du PSU. Cela n'en faisait pas pour autant un candidat que l'on pouvait considérer comme issu du mouvement ouvrier. L'OCI avait refusé d'appeler à voter pour lui.

### **Le rôle de l' « extrême gauche »**

Le congrès de la CGT s'est ouvert le 18 avril 2016. Son déroulement a permis d'illustrer la place politique occupée, par l' « extrême gauche ». Dans la situation politique, il avait une importance particulière. Le rapport d'activité n'a été approuvé que par 58,9 % des mandats, le document d'orientation n'a recueilli que 62,8 %, ce qui est exceptionnel pour un congrès de la CGT. Avant le congrès, le syndicat CGT de Goodyear s'est adressé à la direction : « *Si nous le décidons dans les conditions actuelles nous sommes capables d'organiser le 28 avril une manifestation unitaire de plus d'un million pour arracher le retrait d'une loi travail [...] décidons à notre congrès à Marseille d'organiser une manifestation d'une ampleur sans précédent tous ensemble à Paris* ». Ce syndicat a voulu s'exprimer à la tribune. La direction CGT le lui a refusé, en indiquant que s'il tentait de passer en force, il aurait à faire au SO. Des délégués sont intervenus pour protester contre ce traitement. Certains ont même repris cette position. Le POI, le POID, le NPA, LO avaient des délégués au congrès. Ils se sont de fait rangés du côté de Martinez, refusant de se faire l'écho de l'appel du syndicat Goodyear. Ils se sont soumis à l'orientation de l'appel du congrès qu'ils ont tous salué comme un pas en avant, appel qui disait : « *d'ici le 28 avril, la poursuite de la construction de l'action implique la tenue d'Assemblées générales dans les entreprises et les services publics pour que les salariés décident, sur la base de leur revendications et dans l'unité, de la grève, et de sa reconduction pour gagner retrait et ouverture de véritables négociations de progrès social* ».

LO est organiquement intégré à l'appareil de la CGT et aux composantes qui survivent à l'explosion de l'appareil stalinien. La liquidation du site de PSA en 2014 en a été une illustration. Une fraction du NPA codirige la FSU.

### **Du côté du CCI**

En 2015, le CCI a éclaté en deux parties : le CCI/POI (Lacaze) et le CCI/POID (Gluckstein). Comme l'a analysé CPS, il s'agit en réalité d'une scission entre deux composantes du mini-appareil constitué par Lambert. Les deux organisations se réclament de la continuité du révisionnisme lambertiste : la ligne de la démocratie opposée au combat pour le front unique des organisations ouvrières, la ligne de la transition opposée au combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Sur la ligne de la « démocratie » on doit se référer à Trotsky : « *Pour ce qui est du capitalisme avancé, il a non seulement dépassé depuis longtemps les anciennes formes de propriété, mais aussi la démocratie bourgeoise. C'est en cela précisément que consiste la crise fondamentale de la civilisation contemporaine. La démocratie impérialiste pourrit et se désagrège. Le programme de la "défense de la démocratie" pour les pays avancés est un programme de réaction. La seule tâche progressiste est ici la préparation de la révolution socialiste internationale.* » (Œuvres 1933-1934, tome 19, ILT, p.67).

Il faut le constater, au sein des deux composantes il n'y a eu aucune remise en cause de la ligne de la démocratie. Les plus de trente ans de décervelage ont laissé des traces indélébiles.

Pendant le mouvement contre la loi El Khomri, elles se sont totalement alignées sur la politique traître des appareils syndicaux en apportant leur soutien aux manifestations, à la grève reconductible. Elles ont salué la déclaration finale du congrès de la CGT. Elles ont été même jusqu'à apprécier comme une victoire et un acte de résistance la capitulation des appareils acceptant de cantonner la manifestation du 23 juin autour du bassin de la Bastille, encadrée par la police (1 policier pour trois manifestants).

Dans le soutien à la politique des appareils, à leur refus de centraliser le combat contre le gouvernement, le POID a joué un rôle particulier. La *Tribune des travailleurs* du 4 mai 2016 titrait : « *Non, ce n'est pas à l'Assemblée nationale que l'exigence de retrait sera imposée !* ».

Il n'en reste pas moins qu'il y a des nuances, mais sur une même ligne de fond, entre les deux organisations. Le CCI/POI est totalement inféodé à l'appareil de FO, voire de segments de l'appareil de la CGT, ce qui lui inflige de grandes contorsions (par exemple, la signature par FO de l'accord à la poste). Le CCI/POID dénonce timidement et avec grandes précautions.

L'analyse de la crise du CCI mériterait de plus amples développements. Ce n'est pas l'objet de ce rapport.

### **Notre combat : l'actualité du *Programme de transition***

Le programme de transition n'est pas le programme complet de la révolution, pas plus qu'il n'est un simple plan d'urgence électoral. *« Il part de la diversité des conditions actuelles de la lutte des classes et de la conscience des larges couches du prolétariat et de la jeunesse pour fournir l'aide indispensable aux masses pour surmonter les idées reçues, les méthodes et les formes, et pour s'adapter aux exigences de la situation objective. Ce programme de transition doit inclure les revendications les plus simples. Nous ne pouvons ni prévoir ni prescrire les revendications locales et syndicales adaptées à la situation locale d'une usine donnée, le développement de cette revendication, au mot d'ordre pour la création d'un conseil d'ouvriers.*

*Ce sont là les deux points extrêmes, à partir du développement de notre programme de transition, pour trouver les liens et amener les masses à l'idée de la prise révolutionnaire du pouvoir. C'est pourquoi certaines revendications apparaissent comme très opportunistes — parce qu'elles sont adaptées à la mentalité réelle des travailleurs. C'est pourquoi d'autres apparaissent comme trop révolutionnaires — parce qu'elles reflètent plus la situation objective que la mentalité réelle des ouvriers. Nous devons combler aussi vite que possible l'écart entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs. C'est pourquoi je ne peux surestimer l'importance du programme de transition »* (Œuvres n° 17, 23 mars 1938, *Discussion sur les revendications transitoires*).

Le programme de transition répond pour la période à l'injonction du 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste : *« la classe ouvrière devra prendre conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir »* ! Dans *Où va la France ?*, Léon Trotsky expliquait *« qu'il fallait, face aux "planificateurs capitalistes" (nous rangeons dans ce camp la pseudo planification du prétendant Bonaparte Mélenchon ou des représentants des partis « réformistes ») élaborer des revendications de transition pour mobiliser les masses selon un plan dirigé résolument contre les bases même du régime bourgeois. »*

Aujourd'hui, il va de soi que le *Programme de transition* doit être reconsidéré sur tout ce qui concerne la défense de l'URSS et la révolution politique. Il faut d'ailleurs rappeler que le pronostic – alternatif - établi par Léon Trotsky s'est réalisé :

*« Le régime de l'Urss renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'État ouvrier dégénéré. Tel est le diagnostic social. Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme. (...)*

*L'extermination de la génération des vieux bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération intermédiaire et de la jeune génération a détruit encore davantage l'équilibre politique en faveur de l'aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C'est de là, c'est-à-dire de la droite, qu'on peut s'attendre, dans la prochaine période, à des tentatives de plus en plus résolues de réviser le régime social de l'Urss, en le rapprochant de la « civilisation occidentale », avant tout de sa forme fasciste. »*

*(Programme de Transition, L'Urss et les tâches de l'époque de transition, 1938)*

Mais pour le reste, il demeure totalement d'actualité. Sur ce plan, on doit se référer à la résolution adoptée par la 3<sup>e</sup> conférence de notre Groupe en mai 2012 qui indiquait ce qui suit.

Face à l'offensive du capital, la crise remet au premier plan l'orientation générale développée dans le *Programme de Transition* : *« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de **revendications transitoires**, partant des conditions actuelles et de la conscience de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »*

Il ne saurait être question dans le présent rapport de présenter ce qui dans la période et les conditions actuelles devrait constituer le programme d'action du prolétariat et de la jeunesse, d'autant qu'un tel programme ne peut être décliné que pays par pays en fonction des conditions concrètes de la lutte des classes.



Toutefois, un certain nombre d'axes peut être dégagé. Face aux appareils contre-révolutionnaires qui bradent toute revendication concrète, doivent être formulées les revendications fondamentales permettant aux masses de s'unir pour la défense de leurs acquis et de leurs conditions matérielles d'existence. Ainsi, on doit, sans être exhaustif, avancer (pour un pays comme la France) les éléments d'un programme d'action :

- Pour la **dénonciation immédiate de la dette dans son intégralité** ;
- Pour l'**abrogation de toutes les contre-réformes** mises en place par les gouvernements au service du capital ;
- Pour le droit au travail, contre le chômage pour la reconnaissance légale du **droit de tous et de chacun au travail selon ses capacités et sa qualification** ; **Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste** et instauration de l'**échelle mobile des heures de travail sans diminution de salaire** ;
- Pour la défense du pouvoir d'achat par la récupération de celui perdu depuis des années avec l'augmentation générale des salaires, traitements, retraites, allocations et prestations de toutes sortes ;
- Pour le droit à la retraite par l'abrogation des contre-réformes instaurant la réduction des pensions et l'allongement des durées de cotisations ;
- Pour l'abrogation de toutes les contre-réformes liquidant les conventions collectives et le code du travail, instaurant la flexibilité et l'individualisation des salaires ;
- Pour l'abrogation de toutes les lois xénophobes et celles remettant en cause les libertés démocratiques et le droit de s'organiser ;
- Pour le droit à la santé : gratuité des soins pour tous ; arrêt immédiat des exonérations des cotisations patronales et restitution de toutes celles accordées par le passé ;
- Pour le droit à l'instruction : créations des postes nécessaires ; une seule école : l'école publique ; aucun financement des cultes et de l'enseignement privé ; gratuité de la maternelle à l'université ;
- Pour le droit à un logement convenable pour tous, avec en premier lieu le blocage des loyers ;
- Pour la défense du droit à l'IVG, à la contraception gratuite ;
- Pour les femmes travailleuses : application du principe « à travail égal, salaire égal ! »

La simple énumération, très limitée, de ces revendications démontre que les revendications élémentaires et fondamentales du prolétariat, de la jeunesse et des masses laborieuses sont incompatibles avec la survie du mode de production capitaliste. Comme l'indique le *Programme de transition* : « *Chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite-bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois* ». En 1934, Léon Trotsky écrivait : « *La plus immédiate de toutes les revendications doit être l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréaliste sous le contrôle de la bourgeoisie ? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir* ».

Plus que jamais, dans le contexte des développements de la crise du mode de production capitaliste, la satisfaction de ces revendications ne pourrait être réalisée que par un gouvernement s'en prenant réellement au capital, s'engageant dans la voie de son expropriation et de la destruction de l'État bourgeois, pour aller vers le socialisme. Un tel gouvernement, appuyé sur la mobilisation des masses, devrait réaliser la nationalisation sans indemnité ni rachat :

- des grandes entreprises capitalistes de production et de la distribution ;
- des grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics avec le lancement de programmes de construction des logements afin de satisfaire les immenses besoins de la population laborieuse ;
- des banques et, avec la levée du secret bancaire, le contrôle ouvrier sur les comptes et les mouvements de capitaux ;
- des trusts de la production d'eau, de gaz, d'électricité et des transports vers la constitution de véritables services publics répondant aux besoins des masses ;
- des trusts pharmaceutiques et alimentaires, pour une recherche et une production correspondant réellement aux besoins des masses ;
- de l'enseignement privé et de la formation professionnelle, vers la constitution d'un enseignement public de la maternelle à l'université ;
- pour la destruction des institutions de l'État bourgeois par la liquidation de toutes les institutions répressives (armée, justice, police) au service du capital.

Un tel gouvernement devrait en appeler à la mobilisation des masses laborieuses : ce qui nécessitera l'organisation de la classe ouvrière en conseils et comités d'usine, de quartier, de service, en comités de défense...

- pour l'**instauration du contrôle ouvrier à tous les niveaux** : dans les entreprises, les administrations publiques, les municipalités, etc.

- Car « *que signifie le contrôle ouvrier tel qu'il est conçu par le Programme de transition ? La réponse est claire et nette* : “Les comités d'usine, et seulement eux peuvent assurer un véritable contrôle sur la production” ; *et encore* : “les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble”. *Le contrôle ouvrier suppose que le prolétariat s'organise en tant que classe, en rupture avec, et en opposition à toutes les formes de gestion et de pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, en même temps qu'il sert de levier pour cette organisation du prolétariat. Il en est ainsi d'ailleurs de tous les mots d'ordre de transition. (...)*

*Mettre en avant le mot d'ordre du contrôle ouvrier exige la lutte pour que les organisations ouvrières rompent tout lien avec la bourgeoisie, rompent avec tous les organismes de coopération ouverte ou masquée ; ce qui a, à l'heure actuelle, un sens extrêmement concret : il faut en finir avec la “participation” (...), en finir avec la “cogestion”, dénoncer les “accords contractuels” (...) [on pourrait ajouter aujourd'hui le « dialogue social », ndlr]. » (Stéphane Just, *Défense du trotskysme 1*)*

- pour l'organisation d'assises nationales pour faire le bilan des ressources et des besoins sur la ligne de l'orientation vers l'élaboration de plan de production, en d'autres termes de plans « *de mesures transitoires du capitalisme au socialisme* » selon les termes de l'intervention d'Alexis Bardin de mars 1935 au CCN de la CGT, intervention rédigée par Léon Trotsky.

Bien entendu, un tel gouvernement devrait être solidaire de tous les combats que les prolétariats des différents pays engagent pour leur émancipation, pour le socialisme. Contre l'impérialisme et le militarisme, il soutiendrait inconditionnellement le droit à leur indépendance politique et économique des peuples opprimés des pays semi-coloniaux.

Un tel gouvernement combattrait pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Il ne s'agit là que d'un rappel, très partiel, du programme du combat pour le gouvernement ouvrier qui reste la ligne stratégique de notre combat pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

Nos tâches découlent du fait qu'il « *est indispensable de formuler ce à quoi aspirent le prolétariat, la jeunesse, la population laborieuse : que les organisations ouvrières syndicales et politiques rompent avec la bourgeoisie, qu'elles réalisent le Front Unique Ouvrier dont l'objectif ne peut être finalement que de prendre le pouvoir, de constituer un gouvernement ouvrier. Il est indispensable de donner une expression claire et précise à ces aspirations, ... et, en fonction des circonstances précises, d'ouvrir la voie aux masses pour qu'elles-mêmes l'exigent et aillent l'exiger des directions des organisations traditionnelles... Le rôle de l'avant-garde n'est pas de se substituer aux masses mais de les aider, de les orienter politiquement. Pas plus qu'il n'est d'adresser des suppliques aux dirigeants.* » (Stéphane Just - *Éléments pour un programme d'action* - 21/02/1985).

Le *Programme de transition* procède selon l'expression de Trotsky de la longue expérience collective des révolutionnaires.

Ce qui distingue fondamentalement notre combat politique peut être résumé :

- Dans la filiation du *Manifeste communiste* de 1848, des leçons tirées par la 1<sup>ère</sup> internationale de la Commune de Paris, du combat de la II<sup>e</sup> internationale vers la construction de partis ouvriers de masses, de l'avènement de la dictature du prolétariat en Russie et du combat de la III<sup>e</sup> internationale pour la révolution mondiale, de la continuité de combat assuré par la IV<sup>e</sup> internationale prenant en particulier en charge la lutte contre le stalinisme, notre orientation stratégique est celle du combat pour la dictature du prolétariat et pour le gouvernement ouvrier et paysan. Il ne suffit pas de l'affirmer, comme de nombreuses organisations qui se réclament encore du trotskysme, mais de l'incarner concrètement. C'est pourquoi, en fonction des conditions particulières de la lutte des classes dans chaque pays, de l'histoire et de l'évolution du mouvement ouvrier, notre tâche principale reste de formuler la perspective du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, perspective

qui, dans sa formulation la plus abstraite, est celle du combat pour un gouvernement issu du front uni des organisations ouvrières sans représentants de partis et d'organisations bourgeoises.

Sur cette orientation générale, ce qui nous distingue, c'est que partout où nous avons la possibilité d'intervenir, nous combattons pour regrouper les travailleurs autour de nous, en particulier dans les syndicats, afin d'affronter les bureaucrates. D'une manière continue, notre bulletin rend compte de ce combat que nous menons sans interruption avec un écho important à notre échelle.

- À notre échelle, nous nous situons constamment dans la continuité de l'internationalisme prolétarien en combattant pour le front uni contre les menées impérialistes de notre propre bourgeoisie.

### **Vers l'ouverture d'une nouvelle étape**

La prochaine élection présidentielle marquera l'ouverture d'une nouvelle étape dans la situation politique en France, si ce n'est un tournant. Il est plus que probable que sera élu un candidat des partis bourgeois et que, comme en 2002, ne sera pas présent au second tour un candidat d'un parti pouvant être considéré comme issu du mouvement ouvrier. Dans la foulée, la majorité PS et PCF élue à l'Assemblée nationale en 2012, déjà fortement écornée du fait des lourdes défaites subies lors des élections législatives partielles depuis cinq ans, sera liquidée. Une majorité de députés des partis et organisations bourgeois prendra la place. La défaite du PS s'annonce retentissante. Il n'est pas acquis que le PCF conservera des députés.

Tel est le bilan de cinq ans de gouvernements bourgeois sous la présidence de Hollande. Il y a évidemment les plus violentes attaques sur le terrain des conditions d'existence des masses, c'est-à-dire sur le terrain « économique » ; mais il y a aussi la modification des rapports politiques. À savoir, la bourgeoisie est en situation de se fixer comme objectif immédiat d'atteindre les buts politiques de la V<sup>e</sup> République, auxquels elle avait dû surseoir du fait de la résistance du prolétariat.

C'est de ce point de vue qu'il faut apprécier les avancées considérables réalisées dans le sens de l'Etat policier : reconduction et pérennisation de l'état d'urgence, remise en cause du droit de manifester, remise en cause officielle, via les lois sécuritaires, du principe propre à la démocratie bourgeoise de la « séparation des pouvoirs » - même si dans l'Etat bourgeois celle-ci a toujours été largement fictive -, l'appareil policier se subordonnant l'appareil judiciaire, etc.

Mais c'est aussi de ce point de vue qu'il faut apprécier les avancées dans le sens de la liquidation des partis ouvriers-bourgeois. La question vaut en premier lieu pour le Parti socialiste. Nous ne sommes pas devins. Personne ne peut dire aujourd'hui si la violente offensive contre l'existence du PS ira à son terme, c'est-à-dire jusqu'à sa disparition. Personne ne peut dire si dans le PS même, une résistance à l'offensive liquidatrice se fera jour, et avec quel succès. Ce qu'on peut affirmer, c'est que jamais dans l'histoire, l'offensive pour sa liquidation, portée de la manière la plus ouverte par Hollande et Valls, soutenue par Cambadélis, n'a été aussi violente. Elle prend la forme de ralliements par dizaines de députés, ministres, caciques du PS divers à la candidature de Macron. Elle est par ailleurs ouvertement favorisée par le contenu de la campagne de Hamon – qui n'en reste pas moins le candidat du PS – qui, dès le lendemain de sa désignation contre le candidat du gouvernement, s'est précipité chez Cazeneuve puis chez Hollande, les a fait applaudir dans ses meetings, a offert des dizaines de circonscriptions aux Verts, etc.

Dans cette offensive pour la liquidation des partis ouvriers-bourgeois (qui inclut une offensive pour hâter la liquidation du PCF), Mélenchon joue le rôle, au compte de la bourgeoisie, d'un véritable bélier visant à les pulvériser.

Il faut préciser une chose : ce n'est pas par le « programme » que nous distinguons le candidat Mélenchon, candidat anti-partis, et Hamon, candidat du PS. L'un et l'autre de ces programmes sont entièrement bourgeois, entièrement situés sur le terrain de la propriété privée des moyens de production en général et de l'impérialisme français en particulier. Le fait que Mélenchon introduise dans son baril de goudron quelques cuillerées de miel sous la forme de revendications ouvrières (abrogation de la loi El Khomri, SMIC, créations de postes) ne change rien à ce fait. De Napoléon III à Chavez, c'est d'ailleurs le propre du bonapartisme de consacrer quelques paragraphes de leur programme aux « ouvriers ».

Nous distinguons Hamon et Mélenchon du fait que l'un est le candidat du PS (et que c'est pour cela, non à cause de son programme, qu'il est poursuivi de la vindicte des liquidateurs), et que l'autre assigne comme principal objectif à sa campagne de le liquider.

Le prolétariat et la jeunesse doivent se préparer à une intensification de l'offensive dans tous les domaines. Depuis cinq ans, les gouvernements successifs leur ont porté des coups considérables (marche à l'État policier, droit du travail, santé, enseignement, etc.), avec la collaboration sans limite des dirigeants des confédérations et fédérations (FO, CGT, FSU, UNEF). Ils ont préparé le terrain à cette nouvelle offensive absolument nécessaire au capitalisme français qui combat en recul pour tenter de maintenir son rang parmi les grandes puissances impérialistes.

Dès la désignation de Fillon, Martinez et Mailly se sont précipités pour rencontrer Larcher. C'est une démarche éminemment politique qui indiquait : si Fillon est élu, nous serons à votre disposition pour poursuivre et amplifier la concertation.

Mais quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, les appareils ont réaffirmé leur intention de collaborer en défense du capitalisme français. Dans une tribune du *Monde* du 18/01/2017, « *Redonnons la priorité à l'industrie* », Pierre Laurent (secrétaire national PCF), Jean-Claude Mailly (secrétaire national du syndicat FO), Philippe Martinez (secrétaire national du syndicat CGT), Eric Coquerel (Parti de gauche), Arnaud Montebourg écrivent, avec de nombreux autres signataires :

*« La France a perdu près d'un million d'emplois industriels depuis 2001.*

*Ce chiffre-là glace d'effroi. Et même en pleine campagne électorale, où les discours doivent donner de l'élan, il faut bien le citer. Peut-être même le crier : depuis 2001, l'industrie française a perdu chaque jour, en moyenne, 165 emplois. Une ville comme Lourdes ou Fontainebleau « rayée » chaque trimestre, et cela pendant quinze ans. Au total, près d'un million d'emplois directs perdus. Ça suffit ! (...)*

*Pour retrouver le sentier du développement et de l'emploi, le pays ne doit pas jouer les Pères Fouettards du salariat mais s'appuyer sur la mère de toutes les batailles productives : l'industrie. Même à l'heure du numérique et de la robotique, l'industrie entraîne avec elle toute l'activité, la recherche, l'investissement et, au final, l'emploi. Réorientons les activités industrielles et productives. Dans une dynamique nouvelle de développement, les activités industrielles devront être vigoureusement stimulées et réorientées de manière à répondre aux besoins fondamentaux tels qu'une alimentation saine, respectueuse de la rareté des ressources naturelles (terre, eau, air), une santé protégée et des logements économes en énergie (...)*

*Changeons la place du travail et favorisons un nouvel entrepreneuriat dans l'économie et la société (...)*

*Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible. (...)*

*De concert avec une organisation du travail fortement renouvelée, de nouvelles formes de travail et d'entrepreneuriat devront être stimulées. L'innovation ouverte, l'externalisation ouverte, les tiers lieux, les « fab lab », les très jeunes entreprises devront être soutenus (...). »*

Le texte ci-dessus indique comment les appareils dans leur totalité (CGT, FO, PCF, PG) s'apprêtent sur le terrain de la « défense de notre industrie », à collaborer plus étroitement encore que par le passé à l'ensemble des attaques. La dernière phrase citée annonce clairement l'intention des appareils de se faire les agents actifs de la liquidation de toutes les garanties collectives existant encore du prolétariat, les agents actifs de sa pulvérisation comme classe soudée par des droits collectifs.

Cet appel nous indique le caractère plus central que jamais au lendemain des élections du combat pour la rupture des directions des organisations ouvrières d'avec la bourgeoisie et le gouvernement qu'elle mettra en place au lendemain des élections.

S'agissant de la politique des directions syndicales, leur premier acte, c'est l'appel qu'ils s'apprêtent à lancer sous couvert de « faire barrage à l'extrême droite » (formule qu'ils ressassent depuis des mois pour préparer le terrain) à voter pour Macron ou Fillon, selon celui qui sera selon toute vraisemblance présent au second tour, à supposer que Le Pen y soit elle-même présente – ce qui apparaît comme probable.

À l'échelle de nos forces, nous devons mener publiquement campagne – et dans ce cadre combattre dans les syndicats – contre un tel appel, en indiquant clairement au soir du premier tour : les organisations issues du mouvement ouvrier doivent se prononcer : pas une voix pour Macron (ou Fillon selon le cas qui se présentera).

Cette première bataille peut recevoir un écho vis-à-vis de travailleurs et de militants qui ont fait l'expérience de l'appel des mêmes appareils à voter Chirac en 2002. Elle s'intègre comme bataille particulière à « notre combat : l'actualité du programme de transition » (voir chapitre ci-dessus).

À travers ce combat et ses déterminations particulières, il s'agit de chercher par tous les moyens possibles de nouer des liens pour accumuler les matériaux pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire. Nous savons que le désarroi du prolétariat, l'extinction - pour un temps auquel nous ne pouvons assigner de terme - de la tendance à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, limitent – sans les annuler – les possibilités d'avancer dans ce sens. Mais nous savons que dans des délais que nous ne pouvons prévoir, en réaction aux mesures toujours plus violentes que la bourgeoisie est amenée à prendre contre les conditions d'existence des masses, de gigantesques développements de la lutte des classes sont devant nous, quelle qu'en soit la configuration internationale. À partir de là, les conditions de la construction du POR, de l'IOR seront radicalement modifiées. C'est dans cette perspective historique que nous combattons.

### **La question des présidentielles**

L'éditorial de CPS n° 64 est annexé à ce rapport politique.